N° 3 / Juin 2014

JAB 1004 Lausanne
www.swissaid.ch

# LE MONDE SWISSAID

## Un coup de pouce ponctuel pour vaincre la faim – grâce à vous !

Rapport annuel 2013

## Chère lectrice, cher lecteur,

SWISSAID fait de l'alimentation une priorité. Nous investissons par exemple dans des écoles d'agriculture ; et aidons les familles de petits producteurs à assurer leur propre subsistance grâce à la pratique de la culture biologique. Nous les appuyons également dans leurs efforts pour identifier de nouveaux modes de commercialisation, comme par exemple pour du miel en Guinée-Bissau, en Afrique de l'Ouest.

La lutte contre la faim porte ses fruits. Au cours de ces dernières années, le nombre de personnes vivant dans une extrême pauvreté a reculé, notamment en Asie, mais aussi en Afrique. Reste qu'à l'avenir, il deviendra plus difficile d'améliorer la situation alimentaire de nombreuses personnes dans les pays du Sud. Dans son dernier rapport, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) met en garde contre les «conséquences lourdes, profondes et irréparables» du changement climatique. L'agriculture est particulièrement menacée en raison «des précipitations plus faibles, des tempêtes et des inondations». Les famines et les catastrophes climatiques vont se multiplier.

Le passage à l'agriculture écologique comporte de nombreux avantages pour les paysans des pays du Sud. SWISSAID les soutient activement dans cette transition. Grâce aux méthodes biologiques modernes, les agriculteurs obtiennent de bonnes récoltes. C'est ce qui explique le thème de notre campagne en 2013 : «L'agriculture bio pour vaincre la faim.» Et puis, comme ce type d'agriculture émet moins de gaz à effet de serre que l'agriculture traditionnelle, l'agriculture biologique est respectueuse du climat.

En ce qui concerne le changement climatique, ce qui me donne le plus à réfléchir est la passivité ou plus précisément l'indifférence que cela suscite. Il existe pourtant des solutions efficaces dans le domaine de l'énergie pour éviter la catastrophe climatique qui se profile. Mais les rouages de la politique tournent trop lentement.

C'est pourquoi chaque petite victoire nous réjouit doublement. Ainsi, le Parlement suisse a décidé ce printemps de limiter la vente d'agrocarburants. Après cinq années de travail acharné, l'idée absurde d'utiliser des aliments pour fabriquer du carburant est enfin écartée.

Nous avons aussi besoin de telles victoires dans la lutte contre le changement climatique !

Rudolf Rechsteiner, président de SWISSAID


**L'agriculture bio pour vaincre la faim**
Notre campagne annuelle 4

**Nicaragua**
De l'eau potable et des latrines 5

**Equateur**
Tripler son revenu 6

**Colombie**
Ensemble vers le succès 7

**Myanmar (Birmanie)**
Des nouvelles méthodes de riziculture 8

**Inde**
Stop à la violence conjugale 9

**Tanzanie**
Apprendre à cultiver bio 10

**Niger**
Bio : un savoir-faire partagé à l'étranger 11

**Tchad**
Des femmes indépendantes 12

**Guinée-Bissau**
Lutter contre le déboisement abusif 13

**Bilan et commentaire**
Analyse de la responsable des finances 14

**Instances de direction**
Conseil de fondation et comité 17

**Un grand merci…**
…à nos donateurs 24

**Couverture :**
Des cours très concrets : les paysannes et les paysans du Myanmar (Birmanie) apprennent à cultiver le riz avec de nouvelles méthodes qui ont fait leurs preuves, dans des «champs-écoles».

Photo : SWISSAID Myanmar


**Impressum**

SWISSAID

**Edité par SWISSAID,**
**Fondation suisse pour la coopération au développement**
**Bureau de Berne :** Lorystrasse 6a, 3000 Berne 5, centrale téléphonique 031 350 53 53, rédaction 031 350 53 73, fax 031 351 27 83, courriel : postmaster@swissaid.ch
**Antenne romande :** rue de Genève 52, 1004 Lausanne, téléphone 021 620 69 70, fax 021 620 69 79, courriel : postmaster@swissaid.ch **Rédaction :** Pia Wildberger, Zora Schaad, Catherine Morand, Amandine Etter, Sébastien Dutruel **Rédaction photos :** Eliane Baumgartner **Traduction :** cb service Lausanne. **Graphisme, mise en pages et prépresse :** Brandl & Schärer AG, Olten. **Impression :** Stämpfli AG, Berne. Imprimé sur papier FSC. *Le Monde SWISSAID* paraît au minimum quatre fois par an. Une fois par année, un montant de 5 francs est déduit des dons à titre de taxe d'abonnement, afin de pouvoir bénéficier du tarif postal réduit pour les journaux.
**Compte postal : CP 30-303-5**
IBAN: CH20 0900 0000 3000 0303 5
BIC/SWIFT: POFICHBEXXX

SWISSAID porte le label de qualité du ZEWO attribué aux institutions d'utilité publique. Il garantit une affectation désintéressée des dons, effectuée en connaissance de cause.

**Caroline Morel, directrice de SWISSAID**

# Les changements au Myanmar représentent des risques et des opportunités

L'un des temps forts de l'année dernière a été le voyage des parlementaires au Myanmar (Birmanie), au début du mois de février. Huit d'entre eux nous ont accompagnés dans ce pays qui connaît de grands changements. Après des décennies de dictature militaire, le sentiment de renouveau est palpable : les opinions peuvent être exprimées plus librement et la société civile joue un rôle actif dans le processus de démocratisation. Alors que dans les zones urbaines, l'économie est en plein essor, les conditions de vie à la campagne ne s'améliorent guère. Bien au contraire ! La ruée sur les terres et les ressources naturelles de ce pays ont des conséquences dramatiques pour les populations rurales.

De retour en Suisse, les parlementaires se sont engagés à ce que les entreprises suisses souhaitant investir au Myanmar le fassent au moins de manière responsable. Ils ont fait trois interventions parlementaires dans ce sens, dans lesquelles ils ont demandé au Conseil fédéral comment le respect des normes environnementales et des droits humains pouvait être garanti. Les réponses apportées ont montré à quel point ces questions étaient importantes. Mais le Conseil fédéral n'a pas voulu imposer de règles spécifiques concernant les investissements au Myanmar, préférant plutôt miser sur des démarches volontaires de la part des entreprises. Dans le cadre de la campagne Droit sans frontières, nous continuons, aux côtés d'autres œuvres d'entraide, à nous engager en faveur d'un comportement responsable des entreprises.

**Des informations de première main : les parlementaires suisses lors de leur rencontre avec les représentants des organisations partenaires de SWISSAID au Myanmar.**

## Un bureau de SWISSAID dans la tourmente

L'année dernière, nous avons connu de nombreux succès sur le terrain ; mais aussi des périodes difficiles. Au printemps, le directeur du bureau de SWISSAID au Tchad nous a informés avoir découvert par hasard que des pièces comptables avaient été falsifiées. Une facture pour des pneus portait sa signature et celle de l'administrateur ; mais le directeur ignorait tout de cet achat, et n'avait jamais vu les pneus en question : sa signature avait été falsifiée. L'enquête diligentée sur-le-champ a révélé d'autres cas de paiements fictifs effectués par l'administrateur durant plusieurs mois, avec l'appui d'un complice. Le collaborateur a immédiatement été licencié. Le montant détourné avoisine les 15 000 francs, mais nous sommes parvenus à en récupérer une bonne partie.

La réunion annuelle des responsables des bureaux de coordination de SWISSAID a été l'occasion de faire le point sur ce qui s'était passé au Tchad et d'en tirer les conséquences. Nous avons alors constaté que, d'une manière générale, les directives anticorruption et le système de contrôle interne mis en place fonctionnent bien, et qu'il s'agit là d'une regrettable exception. Cela nous a toutefois permis de constater que ces instruments ont aussi leurs limites lorsqu'il s'agit de falsification de pièces comptables ou de signatures. Reste qu'au-delà des garde-fous destinés à empêcher les actes de corruption, ce sont bel et bien les collaborateurs et collaboratrices eux-mêmes qui représentent un facteur-clé, par leur engagement personnel. Heureusement, dans la plupart des cas, nous pouvons compter sur une attitude irréprochable de la part de nos collaborateurs.

## Un vent nouveau souffle sur la direction

**Jeremias Blaser**

**Jon Andrea Florin**

Au début de l'été 2014, deux membres de la direction partiront à la retraite. Il s'agit de Werner Küng, responsable du département «information et recherche de fonds», et de Ruedi Fischer, responsable du département «coopération au développement». Nous les remercions tous deux très chaleureusement pour tout ce qu'ils ont apporté à SWISSAID, grâce à leur engagement et à leur créativité. Jon Andrea Florin pour l'information et la recherche de fonds et Jeremias Blaser pour le travail de coopération au développement sur le terrain prennent le relais. Nous nous réjouissons des impulsions que ces nouveaux responsables donneront à leurs départements respectifs.

Photos : Eliane Baumgartner, SWISSAID ; Ldd

## Une vente d'insignes couronnée de succès

Fin octobre, quatre classes venues de La Chaux-de-Fonds (NE), Langnau (BE), Wetzikon (ZH), Aarau (AG) ont été accueillies au Palais fédéral par le Conseiller fédéral Ueli Maurer. Si les élèves ont eu cet honneur, c'est parce qu'ils ont vendu des insignes de SWISSAID – l'année dernière, des porte-clés fabriqués à la main en Inde – aux côtés de quelque 20 000 autres écoliers dans toute la Suisse. Les élèves ont bombardé de questions le président de la Confédération et ce dernier les a remerciés pour leur mobilisation bénévole en faveur d'une plus grande solidarité internationale. En 2013, les ventes d'insignes ont permis de récolter quelque 900 000 francs.

## L'agriculture bio pour vaincre la faim

L'agriculture biologique ménage les sols, l'environnement et le climat. Dans les pays pauvres, elle ne représente pas un luxe, mais bien une stratégie de survie efficace pour les familles de paysans qui tirent leur subsistance du travail de leur terre. En effet, grâce aux méthodes de culture biologique modernes, les paysans n'ont plus à acheter d'engrais ni de pesticides chimiques, mais ils obtiennent tout de même des récoltes aussi bonnes qu'avec l'agriculture traditionnelle. Ainsi, ils parviennent à échapper à l'endettement généré par l'achat de produits phytosanitaires très onéreux. Pour transmettre un tel savoir-faire, important à maîtriser pour réussir, SWISSAID propose des cours, sur le terrain, dans des champs expérimentaux et des fermes écoles, ainsi que dans des salles de classe.

SWISSAID a organisé en 2013 plusieurs événements sur ces questions, qui ont rencontré un grand succès. En juin, María Ilda Chicaiza, une agricultrice bio des Andes équatoriennes, partenaire de SWISSAID en Equateur, a effectué une tournée de conférences en Suisse, aux côtés d'autres paysans et spécialistes. Elle est intervenue au Festival de la Terre à Lausanne, au Centre horticole de Lullier dans le canton de Genève, et a échangé avec des étudiants à l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne, avant de se rendre au marché bio de Zofingue. Plusieurs centaines de personnes, parmi lesquelles de nombreux jeunes, ont ainsi participé à des échanges sur l'agro-écologie, l'avenir de l'agriculture en Suisse comme dans les pays du Sud, l'agriculture bio et de proximité, les défis posés par le changement climatique, les semences locales. Ces discussions ont trouvé leur prolongement en novembre lors d'une conférence intitulée «Qui décide de ce qui atterrit dans nos assiettes ?», organisée en collaboration avec l'Université de Berne.

**María Ilda Chicaiza visite une ferme bio en Suisse.**

## Matières premières : la transparence s'améliore

**La transparence dans le secteur des matières premières a attiré un public nombreux à Berne.**

En 2013, la campagne internationale en faveur d'une plus grande transparence dans le secteur des matières premières a franchi des étapes importantes. Ainsi, en été, l'Union européenne (UE) a adopté de nouvelles règles pour les sociétés de négoce : désormais, celles-ci doivent déclarer toutes les sommes versées aux gouvernements au-delà de 100 000 euros par pays et par projet. Cette loi s'inspire largement des prescriptions américaines, lesquelles sont toutefois bloquées pour l'instant en raison d'une plainte déposée par le lobby pétrolier. La Norvège et le Canada ont promulgué ou mis en route des lois similaires, et l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (EITI) a établi une nouvelle norme qui régit aussi le négoce pétrolier.

Seule la Suisse est à la traîne. Début 2013, SWISSAID a organisé à ce sujet deux conférences – l'une à Berne, l'autre à Genève – qui ont attiré plusieurs centaines de personnes. Lors de ces conférences, il a été demandé que la Suisse, en sa qualité de plus grande place du négoce de matières premières au monde, prenne ses responsabilités et réglemente le secteur. Les représentants de la Confédération, le Secrétaire d'Etat du DFAE Yves Rossier et la directrice du SECO Marie-Gabrielle Ineichen-Fleisch ont toutefois laissé entendre que la Suisse envisageait de continuer à miser sur des mesures volontaires, non contraignantes.

Cette position s'est également exprimée dans le rapport sur les matières premières du Conseil fédéral, publié peu de temps après, qui présentait 17 recommandations mais peu de mesures concrètes. Il est tout de même prévu d'étudier l'élaboration d'une loi sur la transparence similaire à celle de l'Union européenne, et le Conseil national a précisé par la suite qu'une réglementation du négoce de matières premières devait également être envisagée. *LK*

Photos : Eliane Baumgartner, SWISSAID ; Patrick Gilléron Lopreno

# De l'eau et des latrines pour des centaines de personnes

**Avant, après : dans les projets d'hygiène et d'approvisionnement en eau, les améliorations sautent aux yeux. Visite à El Matazano, un village de la région de San Ramón.**

**Les latrines récemment construites améliorent l'hygiène de toute la communauté, bien que ce soit un sujet généralement tabou.**

Dans de nombreux villages du Nicaragua, les habitants n'ont pas accès à l'eau potable. Souvent, ils la puisent dans des mares souillées, des rivières ou des puits creusés à la main. Puis, les femmes doivent la transporter jusqu'aux habitations.

Dans trois villages de la région de San Ramón, la situation est bien différente. A El Matazano, par exemple, les habitants ont pu, avec l'aide de SWISSAID, réparer et étendre le système d'alimentation en eau potable de sorte que 275 familles disposent désormais de leur propre raccordement. Cet aménagement améliore nettement la santé, surtout celle des enfants, mais soulage aussi beaucoup les femmes.

## Eau potable, eaux usées, déchets

Dans le même temps, les villageois ont aussi construit des latrines. Cette innovation a-t-elle aussi été appréciée ? Doña Jerónima, membre du comité local de l'eau, raconte : «Les discussions et les visites des personnes chargées de l'hygiène ont aidé à améliorer les connaissances sur le traitement de l'eau potable et l'utilisation des latrines. Les familles ne font désormais plus leurs besoins à ciel ouvert.»

Doña Reyna, du village voisin de Buena Vista, constate également un changement de comportement : «Nous avons non seulement appris à utiliser les latrines, mais aussi à mieux gérer nos déchets et à garder le village plus propre.»

Dans toutes les maisons, des compteurs pour l'eau ont été installés afin de permettre aux usagers de contrôler leur consommation. Doña Reyna est membre de la direction du comité de l'eau, responsable du fonctionnement du système et de l'encaissement de la taxe mensuelle de sept francs. «Nous souhaitons augmenter le tarif afin de pouvoir assurer l'entretien des installations», déclare-t-elle.

Pour tous les projets d'alimentation en eau, SWISSAID favorise la création de comités de gestion indépendants. Ceux-ci garantissent la pérennité des systèmes et s'assurent que les comportements en matière d'hygiène changent réellement afin que la situation sanitaire s'améliore. Dans les villages de San Ramón, ces objectifs ont été atteints avec succès.

*Daniel Ott Fröhlicher,*
*chargé de programme Nicaragua*

## Le Nicaragua en chiffres

| | |
|---|---|
| Projets en cours fin 2013 | 29 |
| Projets approuvés en 2013 | 16 |
| Montants approuvés (CHF) | 1 205 069 |
| Nombre de personnes directement bénéficiaires | 73 400 |

Photo : SWISSAID Nicaragua

## VOTRE AIDE CONCRÈTE

**170 francs**

Avec ce don, vous financez au **Nicaragua** une étude permettant d'évaluer les besoins en eau et les ressources existantes d'une communauté afin de proposer des solutions durables. L'achat et l'installation d'un compteur pour l'eau coûtent 50 francs. Les ménages peuvent ainsi contrôler leur consommation et réduire leurs frais grâce à une gestion maîtrisée de l'eau.

**SWISSAID – Aider avec courage.**

# Des femmes triplent leurs revenus

**L'agriculture biologique séduit les paysans, et les produits plaisent aux consommateurs. En vendant directement leurs aliments bio sur les marchés, 160 familles ont amélioré leurs conditions de vie.**

En Equateur, dans 60 villages des provinces de Cotopaxi, Chimborazo, Tungurahua et Bolívar, SWISSAID aide des groupes de paysans à créer des cultures mixtes et à se convertir aux méthodes de culture écologiques. Ces dernières années, la production a ainsi augmenté. Désormais, les paysans doivent apprendre à vendre régulièrement une partie de leur production à un prix équitable. Car jusqu'à présent, de nombreuses familles vendaient leurs légumes, le maïs et les haricots à des prix dérisoires, auprès d'intermédiaires.

Prenons l'exemple de María Cunalata, de Nitón. Autrefois, elle n'obtenait de l'intermédiaire que 3 dollars par sac de maïs. Aujourd'hui, elle vend directement ses produits au marché hebdomadaire de la ville de Pelileo, où un sac peut lui rapporter jusqu'à 10 dollars, soit plus du triple. Mais la paysanne a aussi d'autres raisons de se réjouir : «Avec SWISSAID, nous avons appris à fabriquer et à utiliser de l'engrais organique, à pratiquer la rotation culturale, à prendre soin de la terre. Nous avons fondé une coopérative et appris à présenter et à emballer nos produits comme les lapins, le maïs, les betteraves, les œufs et les haricots.» Sur le marché, la paysanne gagne 120 à 130 dollars par mois, ce qui lui permet de financer la scolarité de sa fille.

## Biogranjas, une marque synonyme de qualité

«Biogranjas – des produits sans chimie». Tel est le nom de la marque sous laquelle les familles de paysans commercialisent leurs produits. Ce label appartient encore à SWISSAID pour l'instant, mais sera cédé aux groupes dans les années à venir. «Les produits Biogranjas sont bons» : la nouvelle s'est répandue parmi les consommateurs. Fausto Morales, par exemple, se rend tous les quinze jours au marché de Pelileo afin d'y acheter ces produits. «Les légumes et la viande bio sont tout simplement meilleurs que ceux que l'on trouve chez les grossistes. Et j'apprécie d'acheter directement auprès des producteurs», explique-t-il.

## Les femmes sont gagnantes

Beaucoup d'hommes des villages pauvres d'Equateur essaient de trouver un travail à la semaine dans les villes. Ce sont donc surtout les femmes qui proposent leurs marchandises sur les dix marchés hebdomadaires de la région. Pour les 160 paysannes, il s'agit d'un progrès important, qui représente bien plus qu'un revenu. Ainsi, elles ont appris à négocier avec la clientèle. Cela leur a demandé beaucoup d'efforts au début, car, en Equateur, l'écart entre la classe moyenne urbaine – les consommatrices – et les vendeuses, généralement d'origine indienne et issues des zones rurales, reste immense. Mais les femmes ont gagné en confiance et la situation économique des 160 familles s'est améliorée.

A présent, l'objectif est de reproduire cette expérience positive avec un plus grand nombre de groupes sur davantage de marchés hebdomadaires.

*Marco Cedillo, responsable de projet*
*Sabina Schmid, chargée de programme*

## L'Equateur en chiffres

| | |
|---|---|
| Projets en cours fin 2013 | 11 |
| Projets approuvés en 2013 | 5 |
| Montants approuvés (CHF) | 1 392 180 |
| Nombre de personnes directement bénéficiaires | 7 800 |

## VOTRE AIDE CONCRÈTE

**450 francs**
Par ce don, vous financez en **Equateur** la fabrication de 3000 sachets biodégradables portant le label «Biogranjas» ; ou un mois de publicité à la radio pour les aliments bio. 53 francs permettent d'acheter à trois paysannes des calculatrices pour leur faciliter la tâche au marché.
**SWISSAID – Aider avec courage.**

Photo : Marco Cedillo, SWISSAID

# Riziculture : réussir ensemble

**Sur la côte pacifique de la Colombie, la vie est marquée par la pauvreté, la violence et la malnutrition. Mais le passage à l'agriculture biologique offre une lueur d'espoir.**

Munis de longues perches, les paysans remontent le cours d'eau à bord d'étroites pirogues, emportant avec eux machettes, marmites, jeunes enfants, chiens et provisions. Il leur faut plusieurs heures pour atteindre leurs parcelles, situées un peu plus en amont. Ils passeront les dix prochains jours avec d'autres membres de l'association AAVAL dans une simple hutte en feuilles de palmiers et cultiveront ensemble les champs. Il faut dégager les parcelles des mauvaises herbes qui prolifèrent rapidement et rentrer la récolte. Un travail harassant, qui exige de nombreux bras. «Nous travaillons chaque champ ensemble. C'est plus rapide et nous pouvons nous encourager mutuellement», raconte Maria Galizia, trésorière de l'organisation.

Chacune des 30 familles possède un champ d'un à deux hectares sur lequel elle cultive essentiellement des variétés locales de riz. A côté poussent aussi des yuccas, de la canne à sucre, des bananes plantain et des légumes. Mais il n'en a pas toujours été ainsi. Tout a commencé il y a cinq ans, lorsque plusieurs familles se sont regroupées pour vendre leurs produits agricoles sur le marché local. A l'époque, on n'y trouvait que des aliments provenant d'autres régions du pays. Même le riz et les rares légumes étaient acheminés depuis Buenaventura, une grande ville.

Tout d'abord, les paysans ont organisé entre eux des visites d'échange et des cours d'agriculture biologique. Une démarche qui a porté ses fruits. Aujourd'hui, les familles combattent les maladies et les parasites qui attaquent leurs parcelles à l'aide de méthodes et de produits phytosanitaires biologiques. L'utilisation d'engrais organique améliore en outre la fertilité des sols. Les paysannes sont passées avec succès à des cultures mixtes. Il ne leur reste plus qu'à planter des arbres fruitiers pour diversifier encore davantage la production.

Au village, un moulin à riz cassé – cadeau d'un responsable politique – a été réparé et appartient dorénavant à l'association. A l'aide de ce dernier, les membres d'AAVAL ont déjà moulu 35 tonnes de riz et généré 14 000 francs de recettes. Mais il manque encore un dispositif adapté et économique permettant de faire sécher le riz malgré la chaleur et l'humidité du climat. A l'ère des voitures, la méthode de séchage employée jusqu'à présent n'est plus possible : elle consistait à étaler les grains sur les routes non goudronnées. Il est prévu d'effectuer un essai pilote avec une installation de séchage sur roulettes équipée d'un solide capot en plastique pouvant être baissé ou retiré selon les conditions météorologiques.

L'association AVAAL met tout en œuvre pour étendre ses canaux de distribution. Dans cette très belle région, le tourisme n'en est certes qu'à ses balbutiements. Mais quelques restaurants font déjà partie de la clientèle d'habitués des familles de petits paysans.

*Petra Engelhard,*
*chargée de programme Colombie*

## Le Colombie en chiffres

| | |
|---|---|
| Projets en cours fin 2013 | 20 |
| Projets approuvés en 2013 | 13 |
| Montants approuvés (CHF) | 1 484 827 |
| Nombre de personnes directement bénéficiaires | 8500 |

Photo : Petra Engelhard, SWISSAID

## VOTRE AIDE CONCRÈTE

**90 francs**
Grâce à ce don, vous aidez à enrichir une rizière en **Colombie** avec d'autres plantes, comme des arbres fruitiers.
**SWISSAID – Aider avec courage.**

# Nouvelle méthode de riziculture : les efforts récompensés

**Améliorer la riziculture par des moyens simples permet de beaucoup progresser dans la lutte contre la faim. Au Myanmar, les paysans sont sur la bonne voie pour y parvenir.**

Depuis le début des années 2000, SWISSAID soutient au Myanmar la diffusion de la méthode de culture «System of Rice Intensification» (SRI). Aujourd'hui, sept organisations partenaires enseignent cette technique à de petits cultivateurs.

### Le Myanmar en chiffres

| | |
|---|---|
| Projets en cours fin 2013 | 18 |
| Projets approuvés en 2013 | 10 |
| Montants approuvés (CHF) | 1 272 223 |
| Nombre de personnes directement bénéficiaires | 11 200 |

La méthode SRI consiste à planter les jeunes pousses une par une au bout de 8 à 12 jours seulement, en les écartant davantage les unes des autres que dans la culture traditionnelle. Le sol est maintenu sec, ce qui favorise la croissance des épis. Lorsque la technique est correctement employée, les paysans ont besoin d'une quantité moindre de semences, d'eau et de produits chimiques. Ils obtiennent de meilleures récoltes avec moins d'investissements.

C'est ce que confirme le paysan Tu Aung qui, avec neuf autres riziculteurs, a expérimenté l'année dernière la culture de riz de mousson. Sur deux hectares de terre, il a appliqué la méthode SRI et utilisé de l'engrais écologique. «Ce champ nous a donné 50 corbeilles de riz, contre 25 à 30 avec la méthode traditionnelle.» Grâce à cette meilleure récolte, les revenus de la famille ont augmenté. «C'est pourquoi j'emploierai ces nouvelles techniques la saison prochaine sur mes propres champs», déclare-t-il.

### Un enseignement dans les champs

Les organisations partenaires de SWISSAID diffusent la méthode SRI par le biais des «Farmer Field Schools». Ces «champs écoles» reposent sur la conviction que les paysans s'approprient mieux les nouvelles techniques lorsqu'ils peuvent les tester directement dans les champs ; et discuter ensemble de l'évolution de la récolte et de l'écosystème.

Malgré les bons résultats du SRI, les familles ne se laissent pas toujours convaincre immédiatement. En effet, la méthode est plus coûteuse en temps que la culture traditionnelle, car le champ doit être sarclé régulièrement. Cet aspect décourage parfois les familles qui n'ont pas suffisamment de main-d'œuvre ou qui doivent employer pour cela des travailleurs journaliers.

Pour que les familles soient plus nombreuses à adopter la méthode SRI, SWISSAID investit cette année dans la formation continue des organisations partenaires. L'objectif est d'améliorer les processus d'apprentissage expérimentaux afin de mieux adapter la technique SRI aux différentes réalités agricoles. L'élaboration d'un compte de résultat figure également au programme, le but étant de montrer que le surplus de travail engendré par le SRI est largement compensé par l'augmentation des rendements.

*Sarah Mader,*
*chargée de programme Myanmar*

VOTRE AIDE CONCRÈTE

**90 francs**
Un échange d'expériences a lieu une fois par an, au **Myanmar**, entre les différents «champs écoles». L'organisation de cette rencontre coûte 90 francs.
**SWISSAID – Aider avec courage.**

Photo : SWISSAID Myanmar

# La violence conjugale n'est pas une affaire privée

**Depuis 2008, SWISSAID met l'accent en Inde sur la lutte contre la violence domestique. Ces dernières années, des milliers de victimes ont ainsi pu recevoir des conseils et une aide concrète, voire parfois obtenir justice.**

Il fait chaud et étouffant dans le petit bureau de Sahil, un centre d'accueil pour victimes de violence. Les saris colorés et les bijoux font oublier un instant que toutes les femmes présentes ont vécu de longs calvaires. Une jeune femme du nom de Nambrata raconte, par exemple, que la violence a été son lot quotidien pendant de nombreuses années. Aujourd'hui, son mari travaille à Mumbai, comme beaucoup d'hommes de la région. Il l'a laissée chez ses parents à lui, avec leurs trois enfants, et ne revient que rarement à la maison. Mais à présent, les beaux-parents de Nambrata veulent la jeter dehors. Doit-elle retourner chez ses propres parents ? Une solution inenvisageable dans cette région d'Inde rurale, car ses parents avaient dû verser à l'époque une dot considérable. Et la jeune mère ne dispose d'aucun revenu.

Dans son désespoir, la jeune femme a trouvé de l'aide auprès de Sahil. Ces dernières années, cette association a fondé des groupes de citoyens engagés dans tous les villages de la région. Un groupe a d'abord tenté de discuter avec le mari et les beaux-parents pour leur faire comprendre que Nambrata avait un droit légitime à être logée et nourrie. Mais en vain. L'une des avocates a alors été mandatée et le tribunal a finalement tranché en faveur de la jeune femme. Aujourd'hui, la moitié de la maison lui appartient et son époux lui envoie même sporadiquement un peu d'argent.

**Les femmes manifestent pour protester contre les violences domestiques dont elles sont victimes, à l'abri des regards.**

## Déjà présente dans 70 villages

Sans les efforts de développement réalisés par Chetna, l'organisation partenaire de SWISSAID, pendant de longues années, rien n'aurait été possible. Grâce au travail d'information et aux cours dispensés sur le thème de la violence à l'encontre des femmes, des groupes d'hommes et de femmes courageux, qui ne considèrent pas la violence domestique comme une affaire privée, se sont formés dans plus de 70 villages. Dans le même temps, de nombreux centres de conseil et d'accueil comme Sahil ont vu le jour.

Depuis 2005, une loi existe en Inde pour protéger les femmes contre la violence conjugale. L'Etat doit prendre des mesures pour offrir une aide aux victimes. Néanmoins, l'absence de volonté politique, les attitudes patriarcales et la méconnaissance du sujet chez les juges et les policiers font traîner la mise en application de cette loi. C'est pourquoi Chetna propose aussi des cours pour les policiers, les juges et les représentants des autorités sanitaires. Faire valoir les droits des femmes et les revendications d'égalité constitue un défi dans le monde entier. En Inde malheureusement, malgré une législation progressiste, il reste encore beaucoup à faire.

*Petra Engelhard, chargée de programme Inde*

## L'Inde en chiffres

| | |
|---|---|
| Projets en cours fin 2013 | 25 |
| Projets approuvés en 2013 | 18 |
| Montants approuvés (CHF) | 1 594 798 |
| Nombre de personnes directement bénéficiaires | 58 400 |

Photo : SWISSAID Inde

## VOTRE AIDE CONCRÈTE

**70 francs**

Ce don permet de financer, en **Inde,** une année de formation continue pour 140 hommes qui s'engagent au sein des groupes de soutien dans les villages.

**SWISSAID – Aider avec courage.**

# L'agriculture biologique enseignée dans les champs aux paysans

**Dans les «champs écoles» pilotés par des organisations partenaires de SWISSAID, des milliers de paysans ont appris sur le terrain, exemples concrets à l'appui, avec quelles méthodes de culture biologiques ils pouvaient améliorer leurs récoltes. Une partie du matériel d'enseignement est fourni par l'Institut suisse de recherche de l'agriculture biologique (FiBL).**

Les feuilles flétries d'un plant de tomates gisent sur le sol, les fruits pourrissent, une sauterelle s'éloigne en sautillant. Dans le sud de la Tanzanie, ce genre de situation se rencontre régulièrement. «C'est à cause des sauterelles !», estiment alors le plus souvent les agriculteurs. Mais ils ont tort. Le plant de tomate souffre en fait d'une attaque fongique parce qu'il n'a pas été attaché assez haut.

Difficile de reconnaître les maladies qui affectent les cultures. Surtout lorsque, comme la plupart des petits paysans, on a au mieux fréquenté l'école primaire et que les seules connaissances agricoles dont on dispose sont celles transmises de père en fils. Rares sont ceux qui savent comment améliorer la fertilité des sols sans utiliser d'engrais chimiques coûteux, ou se débarrasser des nuisibles sans avoir recours à des pesticides nocifs pour l'environnement. Dans un contexte de grande précarité, de meilleures compétences en agriculture biologique permettent d'améliorer les récoltes, et, partant, les conditions de vie de nombreuses familles.

## Une proportion réjouissante de femmes

C'est pourquoi SWISSAID a noué un partenariat avec TOAM (Tanzania Organic Agriculture Movement), l'organisation tanzanienne pour l'agriculture biologique. Au cours d'une première phase de six mois, 2335 paysannes et paysans ainsi que 150 représentants des associations paysannes et des organisations partenaires ont participé activement aux cours. Tous ont appris et testé directement dans des «champs écoles» des techniques qu'ils peuvent ensuite facilement reproduire sur leurs propres parcelles.

Une importante proportion de femmes agricultrices ont participé aux cours, y compris pour devenir formatrices. Le plus grand défi à relever pour les responsables du projet fut les niveaux de connaissances très différents des participants. Certains d'entre eux étaient déjà familiers des méthodes d'enseignement par l'exemple, dans des «champs école» ; ils ont donc pu assimiler les techniques et les principes de l'agriculture biologique plus facilement. Dans d'autres villages en revanche, les formateurs de TOAM ont constaté que de nouveaux élèves, sans aucune formation, rejoignaient sans cesse les cours ; ce qui a rendu plus compliqué la transmission des connaissances, pour que tous puissent en tirer profit. Reste que dans l'ensemble, ce sont au moins 70% des participants qui ont acquis la maîtrise des méthodes d'agriculture biologique et les mettent en pratique dans leurs propres champs.

A l'avenir, TOAM souhaite mettre encore davantage l'accent sur la formation des enseignants. Dans cette perspective, le matériel didactique relatif à l'agriculture en Afrique, produit par l'Institut de recherche de l'agriculture biologique (FiBL), a été traduit en swahili, la langue la plus parlée en Tanzanie, grâce à un appui de la DDC, la Direction du développement et de la coopération. Grâce à ces précieux outils et à une formation adaptée au contexte, les paysans apprennent à reconnaître et à combattre les maladies qui affectent leurs cultures. Ils savent désormais que si leurs plants de tomates sont flétris, les sauterelles n'y sont pour rien…

*Pia Wildberger*

**Les paysannes et paysans partenaires de SWISSAID en Tanzanie suivent des cours dans des «champs écoles».**

### Le Tanzanie en chiffres

| | |
|---|---|
| Projets en cours fin 2013 | 15 |
| Projets approuvés en 2013 | 14 |
| Montants approuvés (CHF) | 1 036 891 |
| Nombre de personnes directement bénéficiaires | 3200 |

VOTRE AIDE CONCRÈTE

**83 francs**
Avec ce don, vous prenez en charge en **Tanzanie** les honoraires hebdomadaires de deux formateurs locaux qui enseignent aux paysans les techniques modernes de l'agriculture biologique.
**SWISSAID – Aider avec courage.**

Photos : SWISSAID Tanzanie

# Le maraîchage pour améliorer les revenus et le statut des femmes

**Les femmes de Djoga travaillent assidûment dans leurs jardins potagers. Mais l'investissement en vaut la peine – à tous les niveaux.**

Aminata Douramane, 52 ans, est la présidente de Cernafa, le groupement des producteurs du village de Djoga. Comme les autres femmes du village, elle tissait des nattes en tige de mil pour gagner quelques francs au marché hebdomadaire. «On en a eu assez de cette activité pénible et non rentable. C'est pour cette raison qu' on a créé le groupement, il y a douze ans.»

L'appui fourni par SWISSAID, en particulier les formations techniques, a permis aux femmes d'augmenter leur production de légumes, et ce, de façon écologique. «J'ai désormais de bons revenus grâce au maraîchage. La dernière saison m'a rapporté plus d'un million de francs CFA (environ 2000 francs suisses). J'ai même pu inscrire un de mes enfants dans une école privée du chef-lieu de la commune à 5 kilomètres du village et lui acheter un vélo. Je me suis aussi constitué un petit cheptel. La richesse au village ce sont les animaux! Ma famille est plus que jamais unie, mon mari m'aide beaucoup pour l'entretien des animaux et le ramassage du fumier pour nos légumes. Cette année, je pense avoisiner les 2 millions de francs CFA de recettes.»

**Le dur travail réalisé dans les champs porte ses fruits: les plants ne sèchent plus, et les légumes poussent dans les jardins.**

En parallèle aux formations, SWISSAID aide ces groupements partenaires à mieux s'organiser. Le dynamisme de Cernafa a été précieux pour créer une union composée des 20 groupements présents dans la commune. Cette union, dénommée Suba Se, est constituée de 1186 membres, provenant de 17 villages. Les bonnes expériences se diffusent ainsi au sein de cette structure faitière et, tout le monde le sait bien, l'union fait la force!

Le revenu obtenu par la vente de légumes procure un nouveau statut aux femmes, au sein de leur ménage comme au village. Le secrétaire général de l'Union raconte: «A présent, lorsque des fonctionnaires venus de la capitale convoquent une réunion au village, les hommes en prennent note, mais leur disent qu'ils veulent d'abord demander l'avis des femmes avant de prendre une décision».

Et c'est avec fierté que la mairie atteste que 4/5 des besoins en légumes de la commune sont produits par l'Union Suba Se. Et son savoir-faire va bientôt être partagé en dehors des frontières: deux membres de Suba Se ont répondu à l'invitation d'une organisation béninoise, désirant répertorier les succès en matière d'agriculture écologique en Afrique de l'Ouest, avant de mettre sur pied une formation dans ce domaine. Nul doute qu'ils rentreront avec de nouvelles idées – et prêts pour un nouveau défi.

*Haouaou Elhadji Tondi, responsable de projet*
*Carine Pin, chargée de programme Niger*

## Le Niger en chiffres

| | |
|---|---|
| Projets en cours fin 2013 | 18 |
| Projets approuvés en 2013 | 8 |
| Montants approuvés (CHF) | 1 556 359 |
| Nombre de personnes directement bénéficiaires | 71 700 |

Photos: Rudolf Fischer, SWISSAID

## VOTRE AIDE CONCRÈTE

**96 francs**

Avec ce don, au **Niger,** vous offrez une formation de 3 jours en techniques de production de légumes à une agricultrice membre depuis peu d'un groupement maraîcher. L'achat d'une moto-pompe pour équiper un nouveau puits maraîcher coûte 480 francs.

**SWISSAID – Aider avec courage.**

Que ce soit dans leurs champs ou lors d'un cours d'alphabétisation : les femmes osent désormais davantage prendre la parole et exprimer leur opinion.

# Promotion des femmes : trois stratégies pour plus d'indépendance

**Dans le sud du Tchad, des femmes renforcent leur confiance en elles et deviennent plus indépendantes, contre vents et marées.**

«Grâce à l'accompagnement et au soutien de SWISSAID, cette organisation de femmes s'est bien développée pendant les trois années de coopération», déclare le maire de Koumra. Il est bien placé pour le savoir, puisqu'il fait partie du comité de patronage qui prête assistance à l'association. Ce comité est composé de notables masculins de la petite ville, car au sud du Tchad, bien des choses sont difficiles, voire impossibles à accomplir pour des femmes, sans l'appui des hommes. Celles-ci peuvent alors compter sur l'aide du comité pour appuyer leurs demandes.

Jean Laoukolé, chargé de programme de SWISSAID au Tchad, s'investit beaucoup pour les six groupes de femmes et leurs 2000 membres qu'il chapeaute dans cette région. Sans cesse, il martèle : «Adhésion, cotisation, participation !» Elles doivent adhérer à l'organisation, payer régulièrement leurs cotisations et s'impliquer activement. Ainsi, elles pourront renforcer leur confiance en elles-mêmes et devenir plus indépendantes.

Et en effet, ce qui était encore impensable il y a peu de temps s'est produit : dans deux cas, les membres ont déchu leurs présidentes très autoritaires pour les remplacer par des femmes de confiance aux idées plus démocratiques.

## Un taux d'analphabétisme élevé

En plus de l'accompagnement étroit des organisations, SWISSAID mise sur l'alphabétisation et l'accroissement des revenus. 90% des femmes vivant en zone rurale ne savent ni lire ni écrire.

Pour accroître leurs revenus, les femmes disposent de plusieurs possibilités, parmi lesquelles le microcrédit est la plus appréciée et la plus rentable. Mais elles peuvent aussi retirer un appoint financier de l'élevage de petits animaux, de semences améliorées ou de la culture potagère irriguée. Par ailleurs, des animaux comme les bœufs de trait leur sont d'une aide précieuse, car ils permettent de labourer de grandes surfaces de terre. Les charrues facilitent le travail et apportent un petit complément de revenus.

Conclusion : les femmes ont leurs propres revenus, contrôlent les moyens de production, décident elles-mêmes de leur organisation et peuvent s'exprimer. Autant d'éléments qui leur permettent d'être plus sûres d'elles et davantage reconnues au sein de la société. Elles se débrouillent seules et dépendent moins de l'aide des hommes. Elles apprennent à parler en public et à défendre leurs intérêts, ce qui leur vaut le respect des hommes. SWISSAID contribue ainsi à une société démocratique, socialement égalitaire et économiquement viable.

*Frank Haupt,*
*chargé de programme Tchad*

## Le Tchad en chiffres

| | |
|---|---|
| Projets en cours fin 2013 | 11 |
| Projets approuvés en 2013 | 10 |
| Montants approuvés (CHF) | 978 481 |
| Nombre de personnes directement bénéficiaires | 41 700 |

VOTRE AIDE CONCRÈTE

**300 francs**
Avec cette somme, vous achetez, au **Tchad**, 50 manuels scolaires. Le salaire mensuel d'une enseignante coûte 40 francs.
**SWISSAID – Aider avec courage.**

Photo : Frank Haupt, SWISSAID

# Contre les coupes abusives dans les forêts

**Les forêts villageoises de Guinée-Bissau doivent appartenir aux communautés qui doivent pouvoir les exploiter et les protéger. Il y a urgence, car le pillage des bois précieux ne date pas d'hier.**

Les communatés villagoises profitent des ressources de la forêt, comme par exemple les plantes médicinales.

Au cours des 30 dernières années, la Guinée-Bissau, un petit pays d'Afrique de l'Ouest, a perdu un tiers de ses forêts. D'abord en raison des charbonnières illégales ou du brûlis, plus récemment suite aux coupes à blanc – c'est-à-dire l'abattage de la totalité des arbres d'une parcelle – pratiquées par des groupes forestiers internationaux.

Dans ce pays connu pour son instabilité, la protection des forêts n'est pas une priorité politique. Bien au contraire. Malgré des décrets parlementaires interdisant le déboisement, des dirigeants corrompus ont généreusement attribué des autorisations ces dernières années, gaspillant ainsi les ressources du pays et de sa population pauvre. Les connaissances dans les domaines de la gestion et de l'exploitation des forêts ainsi que de la protection de l'environnement font défaut, aussi bien au niveau local que national.

### La Guinée-Bissau en chiffres

| | |
|---|---|
| Projets en cours fin 2013 | 16 |
| Projets approuvés en 2013 | 10 |
| Montants approuvés (CHF) | 1 357 992 |
| Nombre de personnes directement bénéficiaires | 86 600 |

Photo: SWISSAID Guinée-Bissau

## «Les paysans sont parvenus à chasser les bûcherons de grandes entreprises internationales.»

SWISSAID s'engage donc depuis quelques années pour la protection des forêts. Pour les paysans pauvres de 185 villages des régions de Cacheu, d'Oïo et de Bafatá, celles-ci représentent en effet bien plus que quelques arbres: elles sont une source essentielle de revenus, de bois, de plantes médicinales et de nourriture qu'il s'agit de protéger et d'enrichir.

### 8300 hectares de forêt appartiennent aux communes

Mais d'abord, les forêts doivent devenir la propriété des communautés villageoises. Le projet forestier mis en œuvre dans les trois régions par Kafo, une organisation partenaire expérimentée, vise avant tout à créer 37 nouvelles forêts communautaires sur une surface totale de 8300 hectares, c'est-à-dire à faire attribuer juridiquement les forêts existantes aux communautés villageoises. Celles-ci peuvent alors défendre leur forêt contre le déboisement illégal pratiqué par les groupes internationaux. Dans certaines forêts, les paysans montent la garde et, dans un cas au moins, ils sont parvenus à chasser les bûcherons d'origine chinoise.

Afin d'apprendre à exploiter et à protéger durablement les forêts, quelque 550 paysannes et paysans suivent une formation en gestion forestière et reboisement. Dans la phase précédente du projet, plusieurs pépinières avaient d'ores et déjà été créées. Cette initiative doit à présent être étendue. D'ici au printemps 2015, les communautés villageoises reboiseront au moyen de quelque 55 000 plants, soit 20% de plus qu'en 2012 et 2013.

Les villageois ne tirent pas seulement des fruits et du miel de la forêt. La production de charbon de bois est également une importante branche d'activité. L'introduction de nouvelles méthodes de fabrication, mieux gérées, a permis de réduire la consommation de bois. Par ailleurs, les paysans n'abattent plus d'arbres pour produire du charbon, mais utilisent du bois mort.

Tout est bien qui finit bien? Pour estimer la valeur d'une forêt, il faut d'abord la connaître. C'est pourquoi les communautés villageoises cartographient les forêts à l'aide d'un GPS en faisant figurer les frontières, les cours d'eau et les sentiers. Elles réalisent ainsi un inventaire des arbres, des plantes et des animaux, ce qui est indispensable pour une exploitation durable de la forêt. Une telle carte est également utile pour lutter contre le pillage perpétré actuellement par les groupes forestiers internationaux en Guinée-Bissau. *Pia Wildberger*

VOTRE
AIDE
CONCRÈTE

**35 francs**
Avec ce don, vous financez une émission de radio en **Guinée-Bissau** qui informe sur l'exploitation durable et la protection des forêts communautaires.
**SWISSAID – Aider avec courage.**

# Bilan

| Actifs | Annexe | 2013 | 2012 |
|---|---|---|---|
| Liquidités | 5.1 | 11 576 493 | 11 378 409 |
| Titres | 5.2 | 18 318 535 | 16 952 147 |
| Créances + promesses de financement | 5.3 | 309 817 | 376 861 |
| Stocks de marchandises | | 460 530 | 397 129 |
| Actifs de régulation | | 250 887 | 424 429 |
| **Actifs mobilisés** | | **30 916 262** | **29 528 975** |
| Prêts | 5.4 | 250 100 | 250 100 |
| Participation | 5.5 | 4 | 4 |
| Immobilisation corporelle | 5.6 | 1 278 956 | 1 352 639 |
| **Actifs immobilisés** | | **1 529 060** | **1 602 743** |
| **Total des actifs** | | **32 445 322** | **31 131 718** |
| **Passifs** | | | |
| Créanciers | | 110 132 | 92 532 |
| Projets en cours programme Sud | 5.7 | 15 964 119 | 15 811 638 |
| Passifs de régulation | | 44 521 | 41 847 |
| Provisions | 5.8 | 163 487 | 165 340 |
| **Fonds étrangers à court terme** | | **16 282 259** | **16 111 357** |
| Prêts | 5.9 | 230 000 | 230 000 |
| Fonds pour le Tiers Monde | 11 | 195 697 | 274 725 |
| **Fonds étrangers à long terme** | | **425 697** | **504 725** |
| Fonds pour le futur | | 185 000 | 28 500 |
| Fonds parrainage Agriculture biologique | | 7 100 | 1 500 |
| Fonds parrainage Eau | | 1 910 | 830 |
| Fonds parrainage Femmes | | 990 | 170 |
| Fonds DDC | 12 | 0 | 0 |
| **Fonds affectés à des projets définis** | | **195 000** | **31 000** |
| Fonds programme Sud | | 6 548 837 | 5 740 028 |
| Fonds infrastructures SWISSAID | | 673 122 | 673 122 |
| Réserves de fluctuation des titres et devises | 5.10 | 2 708 614 | 2 464 760 |
| Capital libre | | 5 605 000 | 5 605 000 |
| Capital libre Association SWISSAID Genève | 2 | 6 793 | 1 725 |
| **Capital de l'organisation** | | **15 542 366** | **14 484 635** |
| **Total des passifs** | | **32 445 322** | **31 131 718** |

**Monika Uhlmann, responsable Logistique et Finances**

## Commentaire concernant les comptes annuels

2013 a été une excellente année pour SWISSAID. Les répercussions de la crise financière et économique ont encore été ressenties dans de nombreux pays européens et aux Etats-Unis. Mais malgré les incertitudes liées à cette situation, nos donateurs et donatrices nous sont restés fidèles. Et nous les en remercions infiniment.

Au cours de l'exercice 2013, les produits d'exploitation ont augmenté de 12,4% par rapport à 2012. Cet accroissement s'explique par le niveau élevé des legs, par des dons généreux de bailleurs de fonds institutionnels ainsi que par un versement important de la Chaîne du Bonheur destiné à financer un projet d'approvisionnement en eau en Guinée-Bissau. Par ailleurs, et cela nous réjouit particulièrement, nos fidèles donateurs et donatrices ont très largement contribué à notre excellent résultat annuel. Nous considérons cette fidélité comme une reconnaissance de notre travail en faveur de populations parmi les plus marginalisées dans les pays du Sud; mais aussi comme un encouragement à nous améliorer et à être toujours plus efficaces.

Nous avons pu engager un montant total de près de 12 millions de francs pour nos projets dans les pays du Sud, que nous avons mis en oeuvre en collaboration étroite avec nos bureaux de coordination et nos organisations partenaires sur place. Outre les principaux objectifs, la professionnalisation de ces organisations et l'amélioration continue des procédures administratives représentent des aspects importants des projets de coopération au développement. Lentement mais sûrement, nous nous efforçons d'optimiser le déroulement des projets afin de garantir que la plus grande partie possible des dons parvienne à nos bénéficiaires dans le Sud.

Grâce à notre excellent résultat annuel, nous avons la possibilité de renforcer légèrement notre base de capital, déjà solide. Nous pouvons ainsi, à tout moment, honorer nos engagements tout en continuant à agir avec flexibilité.

Les comptes annuels 2013 tels qu'ils sont présentés ont été établis selon les principes du SWISS GAAP RPC, du label ZEWO et du SWISS NPO-Code. Ils ont été contrôlés de près et déclarés comme étant conformes par l'organe de révision Von Graffenried AG Treuhand. Le rapport de révision peut être consulté sur notre site **www.swissaid.ch**.

# Comptes d'exploitation

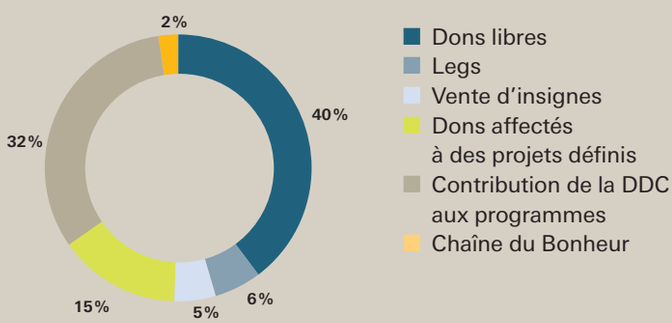
| **Recettes** | Annexe | **2013** | **2012** |
|---|---|---|---|
| Dons libres | | 7 542 187 | 6 670 823 |
| Legs | | 1 094 625 | 688 765 |
| Vente d'insignes | | 899 841 | 937 110 |
| Dons affectés à des projets définis | 7.1 | 2 577 540 | 2 082 677 |
| Contribution aux projets Notre Jeûne fédéral | | 0 | 26 272 |
| Contribution aux projets FEDEVACO | | 96 456 | 153 991 |
| Contribution aux projets FGC | | 155 749 | 126 873 |
| Contribution aux projets Chaîne du Bonheur | | 454 076 | 105 000 |
| **Produits des opérations de collecte de fonds** | | **12 820 473** | **10 791 512** |
| Contribution de la DDC | | 6 200 000 | 5 800 000 |
| Contribution en Suisse d'autres services de la Confédération | | –45 467 | 299 121 |
| Autres produits d'exploitation | 7.2 | 91 957 | 55 104 |
| **Total produit exploitation** | | **19 066 964** | **16 945 737** |
| **Dépenses** | | | |
| **Projets à l'étranger** | | **11 982 449** | **11 980 760** |
| **Dépenses suivi des programmes** | | **1 287 184** | **1 313 177** |
| Frais de personnel | | 1 158 649 | 1 202 998 |
| Frais de matériel | 7.3 | 128 535 | 110 179 |
| **Dépenses programmes à l'étranger** | | **13 269 633** | **13 293 937** |
| **Information et sensibilisation en Suisse** | | **2 112 873** | **1 951 882** |
| **Dépenses suivi des programmes** | | **1 099 268** | **1 037 159** |
| Frais de personnel programme en Suisse | | 935 201 | 898 147 |
| Frais de matériel programme en Suisse | 7.3 | 164 066 | 139 012 |
| **Dépenses programmes en Suisse** | | **3 212 141** | **2 989 041** |
| **Frais administratifs** | | **3 704 603** | **3 307 566** |
| Frais de personnel | | 1 269 315 | 1 088 484 |
| Frais de matériel | 7.3 | 592 974 | 590 351 |
| Frais de collecte | | 1 842 313 | 1 628 731 |
| **Total charges d'exploitation** | | **20 186 377** | **19 590 544** |
| **Résultat d'exploitation** | | **–1 119 413** | **–2 644 808** |
| Produits financiers (réalisés) | | 645 049 | 444 131 |
| Produits financiers (non réalisés) | | 126 656 | 756 408 |
| Charges financières | | 196 402 | 148 309 |
| **Résultat financier** | 7.4 | **575 303** | **1 052 230** |
| Charges des biens et services | | 9 306 | 10 790 |
| Revenus des biens et services | | 81 888 | 83 404 |
| **Résultat hors exploitation** | 7.5 | **72 582** | **72 614** |
| Fonds libérés provenant des décomptes de projets | | 1 691 093 | 1 467 232 |
| Autre résultat imputable à une autre période comptable | 7.6 | 11 545 | 9 |
| **Résultat imputable à une autre période comptable** | | **1 702 638** | **1 467 241** |
| **Résultat avant variation de fonds** | | **1 231 110** | **–52 722** |
| Utilisation des fonds affectés à des projets définis | | 7 611 513 | 6 980 518 |
| Attribution des fonds affectés à des projets définis | | –7 775 513 | –6 755 275 |
| Changement des fonds libres | 8 | –1 067 110 | –172 521 |
| **Excédent de revenus en faveur des fonds générés** | | **0** | **0** |

# Tableau des flux de trésorerie (Annexe 9)

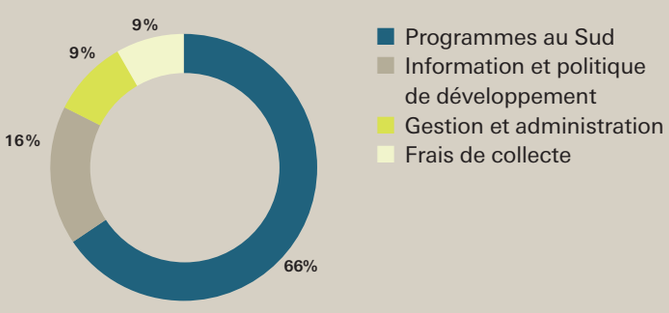
| Flux de capitaux issus de l'exploitation | 2013 | 2012 |
|---|---|---|
| **Résultat annuel avant le résultat des fonds** | **1 231 110** | **–52 722** |
| Augmentation/diminution (-) de l'avoir à l'étranger en monnaie étrangère | –9 379 | –13 153 |
| Amortissement sur les immobilisations corporelles | 157 928 | 147 477 |
| Dissolution des provisions | –1 853 | –42 371 |
| Augmentation (–)/diminution des créances et des promesses de financement | 67 044 | 379 593 |
| Augmentation (–)/diminution des stocks | –63 401 | –56 086 |
| Augmentation (–)/diminution des actifs de régulation | 173 542 | –141 169 |
| Augmentation/diminution (–) des créanciers | 17 600 | –62 540 |
| Augmentation/diminution (–) des engagements pour les programmes Sud | 152 481 | –1 015 873 |
| Diminution des réserves affectées aux projets en Suisse | 0 | 0 |
| Augmentation/diminution (–) des passifs de régulation | 2 674 | 20 463 |
| **Flux de capitaux tirés de l'exploitation** | **1 727 746** | **–836 381** |
| **Flux de capitaux issus de l'investissement** | | |
| Investissements (–) /désinvestissement immobilisations corporelles | –84 245 | –53 024 |
| Investissements (–) /désinvestissement immobilier | 0 | 0 |
| Investissements (–) /désinvestissement prêts | 0 | 0 |
| **Flux de capitaux tirés de l'investissement** | **–84 245** | **–53 024** |
| **Flux de capitaux issus du financement** | | |
| Fonds pour le Tiers Monde | –79 028 | –78 183 |
| Prêt passif | 0 | 130 000 |
| **Flux de capitaux tirés du financement** | **–79 028** | **51 817** |
| **Augmentation (+) / diminution (–) des capitaux** | **1 564 472** | **–837 588** |
| **Fonds liquidité (titres inclus) 1.1.** | **28 330 556** | **29 168 143** |
| **Fonds liquidité (titres inclus) 31.12.** | **29 895 028** | **28 330 556** |

# Sources et affectations des fonds

**Sources de financement :**




**Utilisation des financements :**



# Tableau de variation du capital 2013 (Annexe 8)

| | Actif initial | Part aux bénéfices affectée | Dépôts | Transferts internes de fonds | Utilisation | Actif final |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Fonds provenant du financement propre** | | | | | | |
| Fonds programme Sud | 5 740 028 | | | 808 810 | | 6 548 837 |
| Fonds infrastructures SWISSAID | 673 122 | | | | | 673 122 |
| Réserve de fluctuation titres et devises | 2 464 760 | | | 253 233 | –9 379 | 2 708 614 |
| Capital libre généré | 5 605 000 | | | | | 5 605 000 |
| SWISSAID Genève | 1 725 | | | 5 068 | | 6 793 |
| Résultat annuel | 0 | | 1 067 110 | –1 067 110 | | 0 |
| **Capitaux d'organisation** | **14 484 635** | **0** | **1 067 110** | **0** | **–9 379** | **15 542 366** |
| **Capitaux des différents fonds** | | | | | | |
| Fonds SWISSAID parrainage Agriculture bio | 1 500 | | 286 086 | | –280 486 | 7 100 |
| Fonds SWISSAID parrainage Eau | 830 | | 31 094 | | –30 014 | 1 910 |
| Fonds SWISSAID parrainage Femmes | 170 | | 153 308 | | –152 488 | 990 |
| Fonds SWISSAID pour le futur | 28 500 | | 1 105 025 | | –948 525 | 185 000 |
| Fonds DDC | 0 | | 6 200 000 | | –6 200 000 | 0 |
| **Fonds avec affectation limitée** | **31 000** | **0** | **7 775 513** | **0** | **–7 611 513** | **195 000** |

# Instances de direction (état fin 2013)

### Conseil de fondation de SWISSAID

Matthias Aebischer, Chargé de cours, Université de Fribourg, Berne, depuis 2012; Stephan Baer, entrepreneur, Küssnacht am Rigi, depuis 2007; Andreas Bänziger, journaliste, Bühler, depuis 1997; Luc Barthassat, conseiller national, viticulteur, paysagiste, Charrot, depuis 2008; Roman Berger, journaliste et auteur, Zurich, depuis 2005; Bruno Bergomi, journaliste et producteur Radiotelevisione Svizzera (RSI), Dino, depuis 1997; Jean-Claude Bolay, directeur de la coopération, Adjunct Professor, Vice-Présidence des Affaires Institutionnelles, EPFL, Ecublens, depuis 2010; Tobias Brülisauer-Spitzli, conseil en agriculture biologique et écologique, Grub, depuis 2000; Edgar R. von Buettner, consultant, Brésil, depuis 1983; Mario Carera, socio-économiste, Berne, depuis 2002; Prof. Dr. Pierre Centlivres, ancien directeur de l'Institut d'ethnologie de l'Université de Neuchâtel, Neuchâtel, depuis 1983; Dr. phil. Rudolf Dannecker, ancien vice-directeur de la DDC, Hinterkappelen, depuis 2002; Gaby Fierz, ethnologue Museum der Kulturen Bâle, Bâle, depuis 2008; Rémy Gogniat, journaliste, La Chaux-de-Fonds, depuis 2009; Maya Graf, agricultrice bio et conseillère nationale, Sissach, depuis 2009; Bruno Gurtner, économiste, Berne, depuis 2008; Hansjörg Hassler, conseiller national, Donat, depuis 2006; Marianne Hochuli, historienne, Zurich, depuis 2009; Martin Hürzeler, fundraiser BR, Zurich, depuis 2009; Francine John-Calame, médiatrice familiale et conseillère nationale, Cerneux-Péquignot, depuis 2010; Oscar A. Kambly, président du Conseil d'administration de Kambly SA Spécialités de Biscuits Suisses, Trubschachen, depuis 2008; Florianne Koechlin, biologiste, auteure, directrice de Blauen-Institut, Münchenstein, depuis 1996; Maud Krafft, consultante, Lausanne, depuis 2005; Dr. med. Jean Martin-Monod, ancien médecin cantonal, Echandens, depuis 1985; Urspeter Meyer, juriste, Köniz, depuis 1996; Gian L. Nicolay, Dipl. Ing. AGR. ETH, coordinateur FiBL pour l'Afrique, Ardez, depuis 2010; Wendy Peter, agricultrice bio, directrice de Bioforum Schweiz, Willisau, depuis 2010; Chasper Pult, enseignant et producteur culturel, Paspels, depuis 1992; Daniel Roduner, économiste d'entreprise HWV, Bolivie, depuis 2007; Dr. Claudine Sauvain, anthropologue, professeure à l'Université de Genève, Genève, depuis 1985; Anne-Marie Saxer-Steinlin, juriste, Service Migration des Églises réformées Berne-Jura-Soleure, Gümligen, depuis 2008; Dr. Urs Schwaller, conseiller des États, juriste, Tafers, seit 2011; Hansruedi Stadler, juriste et notaire, Altdorf, depuis 2005; Dr. Markus Stadler, conseiller des États, consultant, Bürglen, depuis 2011; Jean-Luc Sudan, conseiller en communication, Vessy, depuis 2006; Angela Tognetti, agriculture bio, Bellinzona, depuis 2005; Felix Wirz, directeur de Ecopolitics, Berne, depuis 2012.

### Comité du Conseil de fondation de SWISSAID

Dr. rer. pol. Rudolf Rechsteiner, économiste, président de SWISSAID, Bâle, depuis 2008; Dieter Achtnich, économiste, Zurich, depuis 2003; Dr. Walter Egli, vice-président de SWISSAID, historien et ancien co-directeur du NADEL, ETH Zurich, Zurich, depuis 2005; Bastienne Joerchel Anhorn, économiste, Renens, depuis 2012; Dr. phil. nat. Thomas Kohler, directeur associé du Centre for Development and Environment, Université de Berne, Rüfenacht, depuis 2010; Ruth Rauch, lic. rer. pol., coach et conseillère en développement organisationnel, Berne, depuis 2004; Marianne Roth, conseillère en communication interculturelle, conseillère RP, Zurich, depuis 2009; Carlo Sommaruga, juriste et conseiller national GE, Genève, depuis 2010.

### Comité directeur de SWISSAID

Caroline Morel, ethnologue, directrice; Dr. Rudolf Fischer, docteur en sciences sociales, Département coopération au développement; Monika Uhlmann, économiste d'entreprise, Département finances & logistique; Werner Küng, conseiller RP/NPO-Manager, Département Information & Fundraising; Catherine Morand, juriste, journaliste, Antenne romande.

Vous trouverez plus d'informations concernant ces différentes personnes sur leurs sites Internet.

# Plus à manger pour tous

«Quand on accepte de cultiver pour donner à manger aux autres, on a généralement beaucoup plus à manger soi-même.»

*Vincent Charpentier, expert senior au CESAO-PRN, Niamey, Niger*

**Rudolf Fischer, responsable du Département coopération au développement**

L'objectif d'améliorer la sécurité alimentaire s'inscrit depuis longtemps au cœur de l'action de SWISSAID. Néanmoins, au cours des dix dernières années, les chemins pour parvenir à ce but se sont diversifiés. Ainsi, autrefois, le travail de SWISSAID consistait presque exclusivement à aider les paysans à produire davantage d'aliments pour leur propre consommation afin d'améliorer leur sécurité alimentaire. Aujourd'hui, d'autres méthodes sont également utilisées. Mais leur définition et leur mise en œuvre sont tout sauf simples.

La «livelihood analysis» sert de point de départ à la prise de décision. Cette technique évalue de manière synthétique les recettes et les dépenses d'un ménage paysan, ou d'un groupe de ménages, détermine l'origine de ces dernières et étudie les ressources dont un ménage dispose pour accroître sa production. Selon le résultat, il est possible de définir des solutions qui, dans un contexte donné, permettent d'obtenir la meilleure amélioration possible des conditions de vie. Souvent, l'analyse conclut que la production accrue d'aliments destinés à la consommation ne fait pas partie des solutions optimales. Cela provient du fait qu'autrefois, les revenus parfois importants tirés par les ménages paysans d'activités lucratives en-dehors du secteur agricole n'étaient pas pris en considération ; ou que les marchés des denrées alimentaires de base ou des produits agricoles de haute qualité étaient exclus de l'analyse.

## Exemple : Sangay, Equateur

Prenons un exemple : dans une région située sur les hauts plateaux des Andes équatoriennes – appelons-la Sangay –, la question se pose de savoir comment améliorer les conditions de vie et l'alimentation de la population locale. L'environnement n'a rien d'accueillant : l'eau est rare, la période de végétation courte. Lorsque l'on se promène à Sangay en semaine, on n'y croise aucun homme en âge de travailler. Ceux-ci partent tous exercer une activité rémunérée ailleurs. L'urbanisation du pays est en plein essor, les marchés de denrées alimentaires de toutes sortes sont bien développés, une forte demande de produits agricoles de qualité émane de la classe moyenne urbaine croissante. Les sols de Sangay conviennent parfaitement à la culture d'une variété d'oignon qui se vend à bon prix sur les marchés. Cette production peut s'effectuer sur une surface relativement réduite, avec l'eau disponible, issue de systèmes de collecte des eaux de pluie. En revanche, la production d'aliments de base, qui se fait plutôt sur de grandes surfaces, ne réussit que si des précipitations tombent au bon moment et en quantité suffisante. En prenant en compte tous ces facteurs, on parvient à la conclusion que, pour les paysannes de Sangay, la meilleure stratégie pour améliorer leurs conditions de vie est de laisser à d'autres la production des denrées alimentaires de base et d'acheter ces dernières sur le marché de la ville – ou plutôt de les faire acheter par leurs maris. De cette manière, la paysanne de Sangay profite, avec ses oignons, d'un avantage lié à la situation géographique, tandis que l'approvisionnement en aliments de base est assuré par les revenus du père de famille et/ou par les recettes tirées de la production d'oignons.

## Vendeurs et entrepôts intermédiaires

Cet exemple un peu pointu montre que le «mélange optimal» de stratégies de subsistance dépend de nombreux facteurs. Parfois, la solution est en outre moins évidente qu'à Sangay, soit parce que les marchés sont plus éloignés, soit parce qu'ils offrent moins de garantie d'achat ou moins d'opportunités de vente. Dans une zone reculée d'Afrique, par exemple, il peut être tout à fait judicieux d'emprunter la voie traditionnelle pour améliorer la sécurité alimentaire. Si l'on opte tout de même pour une stratégie incluant – du moins en partie – une production pour le marché, alors il n'est pas rare d'être confronté à des problématiques supplémentaires.

Photo : Rudolf Fischer, SWISSAID

**Le décorticage des noix de cajou demande beaucoup de travail. Dans le sud de la Tanzanie, les paysannes et les paysans séparent minutieusement les fruits de leur coque.**

L'une de ces problématiques réside dans la position habituellement faible des producteurs vis-à-vis des intermédiaires. Bien sûr, grâce à la multiplication des téléphones mobiles, il est devenu plus simple pour les paysans de se renseigner sur les prix pratiqués sur les marchés cibles. Pourtant, les intermédiaires ont encore souvent le dessus, notamment parce qu'ils tirent profit du fait que les paysans sont obligés de vendre après la récolte, lorsque les prix sont au plus bas, afin de se renflouer après une longue période de vaches maigres.

Si le produit peut être entreposé, un stockage intermédiaire avant la vente peut représenter la meilleure stratégie pour accroître la valeur ajoutée locale. Mais il ne suffit pas de construire un entrepôt, car les paysans ont un besoin urgent d'argent après la récolte. Or ce besoin ne peut être satisfait que si un fonds permet de racheter aux paysans le produit stocké, du moins en partie ; et de le commercialiser plus tard, lorsque les prix sont plus élevés. Dans les conditions telles qu'elles existent fréquemment (faible taux d'alphabétisation, etc.), la gestion d'un tel fonds est une entreprise compliquée qui va de pair avec des risques considérables. Il est difficile de mettre en place cette solution avec, par exemple, des groupes de paysans au Niger. Mais quand elle fonctionne, les agriculteurs en retirent d'énormes avantages.

## Du sucre pour le moulin local

Une autre technique pour accroître la valeur ajoutée locale est de transformer le produit avant de le vendre. Il faut toutefois pour cela des capacités entrepreneuriales très développées. Dans les régions où les conditions préalables sont relativement bonnes, cette stratégie peut se révéler efficace. L'un des meilleurs projets de ce type menés par SWISSAID ces dernières années concerne un moulin à sucre dans les Andes colombiennes. Géré de façon exemplaire par l'association paysanne qui en a la charge, celui-ci s'est avéré extrêmement rentable dès le début. Ce n'est pas un hasard si le thème de la promotion de l'entrepreneuriat rural a été au cœur de la coopération au développement ces dernières années.

Dans la même région de Colombie, un projet vise à permettre aux paysans de produire de la cardamome vouée à l'exportation. Là aussi, une étape de transformation locale est prévue. En Tanzanie, SWISSAID accompagne une organisation paysanne qui forme ses membres à la production biologique de noix de cajou, ce qui, par rapport aux méthodes traditionnelles, augmente déjà en soi les chances de réaliser de meilleures recettes – et ce avec des coûts de production moindres. Ce projet comprend également une phase de transformation locale, qui est toutefois soutenue par d'autres partenaires de cette organisation.

## Les exigences augmentent

Manifestement, cette division du thème de la sécurité alimentaire en une multitude de stratégies de subsistance augmente les exigences à l'égard de notre personnel et accroît le risque d'échec qui, dans tous les cas, doit être évalué prudemment. L'une des conséquences est que SWISSAID possède désormais dans son répertoire, en tant qu'outil standard, trois types de «plans commerciaux». Tant que l'utilisation de cet instrument ne sera pas parfaitement rodée, tous les projets présentant un risque entrepreneurial seront contrôlés par une équipe spécialisée en Suisse avant d'être approuvés. Ce n'est pas une garantie de réussite, mais cela génère des processus d'apprentissage très intenses et fructueux.

# En bref : SWISSAID – aider avec courage

SWISSAID est une fondation libre de toute appartenance politique et confessionnelle. Son siège est situé à Berne et elle dispose d'un bureau à Lausanne. Depuis 1948, SWISSAID s'engage en faveur des populations défavorisées du Sud, notamment là où aucune autre organisation ne défend leurs intérêts.

SWISSAID lutte pour le droit de chacun à vivre sans connaître la faim, la précarité ou l'oppression. L'injustice et la pauvreté ne sont pas des fatalités. Nous entendons améliorer les conditions d'existence dans les pays du Sud et estimons nécessaire de faire évoluer la société dans les pays du Nord.

Outre la réalisation de projets d'aide au développement dans les pays du Sud, nous menons en Suisse un travail de plaidoyer politique pour faire valoir les intérêts des populations des pays du Sud. Nous nous appuyons pour cela sur le savoir-faire, l'expérience et les besoins de nos partenaires dans les neuf pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine où nous sommes actifs.*

### Notre mode de travail

SWISSAID soutient les initiatives émanant de populations défavorisées et travaille en collaboration avec des organisations de la société civile. Nous apportons une aide directe à nos partenaires et les soutenons sur le plan institutionnel, ce qui leur permet d'accéder à l'autonomie et, ainsi, de participer à la vie économique, sociale et politique. Nous ne craignons ni les conflits avec les sociétés transnationales, ni les grands propriétaires fonciers, ni d'autres acteurs qui recourent à des méthodes qui détruisent l'environnement. Nous poursuivons toujours le même but : apporter aux populations locales qui en ont besoin le courage et les compétences nécessaires pour prendre leur destin en main.

SWISSAID n'envoie pas d'expatriés sur le terrain, mais valorise les compétences locales. Cela permet aux projets de mieux s'ancrer dans le contexte local, favorise l'acquisition d'expérience et contribue à la création d'emplois dans les pays du Sud. Cela concourt également à diminuer les frais liés au suivi des programmes et à investir davantage dans les projets d'aide eux-mêmes. D'autres processus de décentralisation sont actuellement en cours.

Nous sommes convaincus que des synergies avec d'autres organisations nous permettront d'atteindre nos objectifs au Nord comme au Sud. C'est pourquoi nous sommes membres d'Alliance Sud, la Communauté de travail des oeuvres d'entraide qui regroupe, outre SWISSAID, Action de Carême, Pain pour le prochain, Helvetas, Caritas et l'Entraide protestante (EPER).

### Mandat des instances de direction

Les membres du Conseil de fondation sont élus pour un mandat de quatre ans renouvelable. Les membres du Comité du Conseil de fondation sont élus pour un mandat de quatre ans renouvelable deux fois. Des mandats plus longs peuvent néanmoins être convenus dans des cas particuliers.

* Pour en savoir plus sur les objectifs atteints au cours de l'année dernière dans chacun des pays où SWISSAID soutient des projets, nous vous renvoyons aux pages 5 à 13.

# Annexe aux comptes annuels

**1. Principes généraux de présentation des comptes**

La présentation des comptes est conforme aux recommandations relatives à la présentation des comptes SWISS GAAP RPC 21/RPC au Code suisse des obligations, aux dispositions du ZEWO (service spécialisé des organisations d'utilité publique collectant des dons) ainsi qu'aux statuts de la fondation.
L'exercice comptable a été réalisé en tenant compte du principe du solde brut, en indiquant les gains et les pertes directement dans le compte d'exploitation.

**2. Périmètre de consolidation**

Les comptes des bureaux de coordination en charge de la mise en œuvre des programmes au Sud sont intégrés au présent rapport annuel, tout comme les comptes de l'association SWISSAID Genève. En outre, SWISSAID ne dispose pas de filiale ou d'institution partenaire sur lesquelles elle exerce une influence prépondérante.

**3. Organisations proches**

Les organisations et institutions suivantes sont proches de SWISSAID : Alliance Sud (Communauté de travail des œuvres d'entraide SWISSAID, Action de Carême, Pain pour le prochain, Helvetas, Caritas et EPER), Groupe de travail Tourisme et développement, Association SWISSAID Genève, Fondation Max Havelaar, Groupe suisse de travail sur le génie génétique (SAG) ainsi que StopOGM. Alliance Sud reçoit contractuellement 378 600 francs sur le budget annuel. En ce qui concerne les autres organisations, SWISSAID est représentée au sein de leur comité, sans pour autant leur octroyer de contribution financière. Le soutien en nature de la part de tiers à SWISSAID est une part accessoire du résultat total, et de ce fait, n'apparaît pas dans le décompte.

# Annexe aux comptes annuels

## 4. Principes d'établissement du bilan et d'évaluation

**Titres :** Valeur du marché à la date du bilan
**Devises étrangères :** Cours de devises à la date du bilan
**Prêts, créances et promesses de financement :** Valeur nominale
**Participation :** Valeur d'acquisition, déduction faite des amortissements nécessaires
**Immobilier en Suisse :** Valeur d'acquisition, déduction faite des amortissements planifiés. Les terrains ne sont pas amortis. Durée d'utilisation : 40 ans
**Immobilier à l'étranger :** Valeur d'acquisition, déduction faite des amortissements planifiés. Durée d'utilisation : 25 ans
**Mobilier, machines et installations :** Valeur d'acquisition, déduction faite des amortissements planifiés. Durée d'utilisation: mobilier 10 ans, installations informatiques 3 ans, machines 3 à 6 ans. Seuil d'activation: CHF 3 000 (installations informatiques CHF 1 000)

## 5. Explications relatives au bilan

### 5.1 Liquidités

| | 31.12.2013 | 31.12.2012 |
|---|---|---|
| Caisses/Postfinance/Banques en Suisse | 11 267 841 | 10 801 095 |
| Banques à l'étranger | 308 652 | 577 314 |
| **Total liquidités** | **11 576 493** | **11 378 409** |

### 5.2 Titres

| | Valeur marchande 2013 | Valeur marchande 2012 |
|---|---|---|
| Obligations | 10 769 987 | 10 492 711 |
| Actions | 7 548 548 | 6 459 436 |
| **Total titres** | **18 318 535** | **16 952 147** |

### 5.3 Créances et promesses de financement

| | 31.12.2013 | 31.12.2012 |
|---|---|---|
| Avoir impôt anticipé | 9 816 | 23 563 |
| Avoir sur livraisons | 22 464 | 4 325 |
| Promesses de contributions aux projets | 197 444 | 291 683 |
| Prêts à des collaborateurs | 80 093 | 57 289 |
| **Total créances et promesses de financement** | **309 817** | **376 861** |

### 5.4 Prêts

| | 31.12.2013 | 31.12.2012 |
|---|---|---|
| Claro fair trade AG | 250 100 | 250 100 |
| **Total prêts** | **250 100** | **250 100** |

### 5.5 Participation à la valeur nominale

| | 31.12.2013 | 31.12.2012 |
|---|---|---|
| Actions nominatives Claro fair trade AG | 92 272 | 92 272 |
| Titres de participation Fonds international de Garantie, Genève | 96 000 | 96 000 |
| Remei AG | 10 000 | 10 000 |
| Actions à droit de vote simple Banque Alternative Suisse (BAS) | 20 000 | 20 000 |
| **Total participations** | **218 272** | **218 272** |

Il existe un passif éventuel dans la part des US $ 6000 des titres de participation Fonds International de Garantie, Genève (FIG). Ces titres servent de garantie à une ancienne organisation partenaire (ADIM) au Nicaragua à des fins de réception d'un prêt de US $ 70 000 auprès d'une banque locale.

### 5.6 Aperçu des immobilisations corporelles

| | Equipements et installations | Terrains et constructions en Suisse | Immeubles à l'étranger |
|---|---|---|---|
| Valeurs d'acquisition au 1.1.2013 | 504 924 | 1 040 000 | 603 006 |
| Investissements 2013 | 84 245 | 0 | 0 |
| Correction des amortissements 2013 | –137 892 | 0 | 0 |
| **Valeurs d'acquisition au 31.12.2013** | **451 278** | **1 040 000** | **603 006** |
| Cumul des amortissements au 1.1.2013 | 225 086 | 228 410 | 341 795 |
| Amortissements 2013 | 111 374 | 22 074 | 24 120 |
| Corrections des amortissements 2013 | –137 892 | 0 | 0 |
| **Amortissements au 31.12.2013** | **198 929** | **250 484** | **365 915** |
| **Immobilisations corporelles nettes au 31.12.2013** | **252 349** | **789 516** | **237 091** |
| **Valeur de l'assurance incendie** | **775 000** | **1 600 000** | |

# Annexe aux comptes annuels

### 5.7 Fonds étrangers à court terme

Capital engagé dans les projets des programmes au Sud : en règle générale, les projets en cours se basent sur des contrats de coopération avec les organisations partenaires. Nous renonçons à présenter séparément les engagements contractés à court et à long terme au titre de projets. SWISSAID se base pour la réalisation des projets sur les besoins des organisations partenaires. Le moment de l'utilisation des fonds ne peut donc être défini avec précision. En général, les projets sont mis en œuvre en un à deux ans.

| Pays | Engagements 1.1.2013 | Projets approuvés 2013 | Fonds dépensés pour projets 2013 | Fonds non utilisés provenant de décomptes de projets | Engagements 31.12.2013 |
|---|---|---|---|---|---|
| Inde | 2 094 658 | 1 594 798 | 1 313 967 | 59 926 | 2 315 563 |
| Myanmar | 1 341 495 | 1 272 223 | 1 018 801 | 44 432 | 1 550 485 |
| Tchad | 1 592 303 | 978 481 | 1 136 220 | 144 830 | 1 289 734 |
| Niger | 2 561 692 | 1 556 359 | 1 097 838 | 612 841 | 2 407 372 |
| Guinée-Bissau | 915 174 | 1 357 992 | 918 593 | 207 538 | 1 147 035 |
| Tanzanie | 661 698 | 1 036 891 | 713 655 | 16 666 | 968 268 |
| Afrique | 99 659 | 100 000 | 48 730 | 0 | 150 929 |
| Nicaragua | 1 890 987 | 1 205 069 | 1 265 668 | 115 785 | 1 714 603 |
| Colombie | 2 078 033 | 1 484 827 | 1 182 411 | 119 901 | 2 260 548 |
| Equateur | 2 575 939 | 1 392 180 | 1 439 363 | 369 174 | 2 159 582 |
| **Total engagements à l'étranger** | **15 811 638** | **11 978 820** | **10 135 246** | **1 691 093** | **15 964 119** |
| Liquidation des provisions conf. à 5.8. | | –3 629 | | | |
| **Total projets à l'étranger** | | **11 982 449** | | | |

### 5.8 Tableau des provisions

| | Situation au 1.1.2013 | Diminutions 2013 | Augmentations 2013 | Situation au 31.12.2013 |
|---|---|---|---|---|
| Provision pour projets non comptabilisés à l'étranger | 55 554 | 20 025 | 23 654 | 59 183 |
| Provision pour obligations liées au personnel | 109 786 | 5 482 | 0 | 104 304 |
| **Total provisions** | **165 340** | **25 507** | **23 654** | **163 487** |

### 5.9 Fonds étrangers à long terme

Prêt de CHF 230 000. Prêt sans intérêt d'un donateur pour le financement de microcrédits.

### 5.10 Réserve de fluctuation, titres et devises

Le niveau minimal visé dépend des dispositions du règlement interne et est entièrement cumulé.

## 6. Indemnités des instances de direction

**Défraiement de la présidence du SRA :** défraiement du président : forfait de CHF 6 000 par année. défraiement du vice-président : forfait de CHF 2 000 par année.
**Rémunération de la direction :** Coût total des salaires de la direction (5 pers.) CHF 629 850 par année.
**Jetons de présence SRA :** demi-journée de réunion CHF 200, journée entière de réunion CHF 300.
**Frais en Suisse et à l'étranger :** les frais sont remboursés sur la base de justificatifs.
**Total des défraiements du SRA :** CHF 21 000 (défraiements, jetons de présence, frais) pour 2013.

## 7. Explications au sujet du compte d'exploitation

### 7.1 Dons affectés à des projets définis

La justification de l'utilisation des fonds s'effectue dans le cadre de la comptabilité des projets et fait l'objet d'une révision.

| | 2013 | 2012 |
|---|---|---|
| Contributions des communes aux projets | 134 150 | 235 350 |
| Contributions des cantons et fonds de loteries aux projets | 396 507 | 296 287 |
| Contributions des fondations aux projets | 801 520 | 356 300 |
| Ressources récoltées dans les pays du Sud | 265 360 | 327 503 |
| Autres contributions aux projets | 980 003 | 867 237 |
| **Total dons affectés à des projets définis** | **2 577 540** | **2 082 677** |

### 7.2 Autres produits d'exploitation

| | 2013 | 2012 |
|---|---|---|
| Vente de matériel et d'articles cadeaux | 75 777 | 46 334 |
| Honoraires | 16 007 | 7 990 |
| Autres produits divers | 174 | 780 |
| **Total autres produits d'exploitation** | **91 957** | **55 104** |

### 7.3 Frais administratifs

| | Suivi des programmes au Sud | Suivi des programmes en Suisse | Administration |
|---|---|---|---|
| Frais de déplacement et de représentation | 74 514 | 33 194 | 40 552 |
| Frais de matériel | 5 536 | 6 484 | 102 165 |
| Frais d'entretien | 48 485 | 124 388 | 356 254 |
| Amortissements | 0 | 0 | 94 003 |
| **Total frais administratifs** | **128 535** | **164 066** | **592 974** |

### 7.4 Résultat financier

| | 2013 | 2012 |
|---|---|---|
| Gains réalisés et plus-values boursières actions/fonds | 497 188 | 175 575 |
| Gains réalisés et plus-values boursières obligations | 162 446 | 241 964 |
| Gains réalisés liquidités | 59 065 | 59 452 |
| Gains et plus-values boursières non réalisés | 331 844 | 465 820 |
| Gains et plus-values boursières obligations non réalisés | –205 188 | 290 588 |
| Plus-value des devises étrangères | –73 650 | –32 861 |
| Honoraires gestion des biens et frais de dépôt | –88 205 | –85 971 |
| Frais bancaires et taxes sur les transactions | –108 197 | –62 338 |
| **Total résultat financier** | **575 303** | **1 052 230** |

### 7.5 Décompte lié au bien foncier

| | 2013 | 2012 |
|---|---|---|
| Dépense liée au bien foncier Jubiläumsstrasse | – 9 306 | –10 790 |
| Produit lié au bien foncier Jubiläumsstrasse | 81 888 | 83 404 |
| **Résultat étranger à l'entreprise** | **72 582** | **72 614** |

### 7.6 Autres produits imputables à une autre période comptable

| | 2013 |
|---|---|
| Caisse de compensation AVS, supplément de l'employeur 2011 | –97 |
| Frais de traduction 2011 | –732 |
| Assurance maladie Atupri, participation à l'excédent 2010-2012 | 11 888 |
| AVS/OFEV, remboursement de la taxe sur le $CO_2$ 2010 | 486 |
| **Résultat étranger à l'entreprise** | **11 545** |

**8. Explications relatives au tableau de variation du capital**

La répartition des fonds se base sur le règlement des fonds des SWISS GAAP FER. Les obligations pour les projets de développement diminuent le Fonds Programmes Sud. Les réserves de fluctuations minimales sur les cours ont été couvertes.

**9. Explications relatives au tableau des flux de trésorerie**

Sont considérés comme fonds les liquidités et les titres constituant une réserve de liquidités.

**10. Analyse des risques**

Le comité directeur réalise périodiquement une analyse des risques. Les mesures à prendre qui en découlent sont ensuite discutées avec le Conseil de fondation et mises en œuvre.

**11. Fonds pour le Tiers Monde**

Dans le «Fonds pour le Tiers Monde», les fonds pour les projets de tiers sont administrés fiduciairement.

**12. Fonds DDC**

La contribution aux programmes de la DDC non encore utilisée apparaît dans les comptes annuels 2013. La date du calcul est fixée au 31.12 de l'année en question.

# Merci !
# Danke !
# धन्यवाद
# ¡ Gracias !
# شـكرا
# Thank you !

**Nous remercions particulièrement :**
La Direction du développement et de la coopération (DDC), la Chaîne du Bonheur, la Fédération genevoise de coopération (FGC) et la Fédération vaudoise de coopération (FEDEVACO).

Les cantons : Argovie, Bâle-Ville, Berne, Appenzell Rhodes-Extérieures, Glaris, Grisons, Schaffhouse et Valais.

Les villes et communes : Coire, Cressier (FR), Elgg, Glaris, Küsnacht, Maur, Muri bei Bern, Neuchâtel, Rapperswil-Jona, Rüschlikon, Saanen, Sursee, Thurgovie, Zoug et Zürich.

Les entreprises et fondations : Fondation Audemars Piguet, Banque nationale suisse, Client Systems AG, Dorave Stiftung, Krüger + Co. AG, Stiftung Drittes Millennium, Julius Bär Stiftung, Fédération des coopératives Migros, Rosemarie und Armin Däster Stiftung, Georg Fischer Jubiläumsstiftung, Ernst Göhner Stiftung, Gebauer-Stiftung, Hauck & Aufhäuser AG, Hug Verlag AG, Le Petit Paradis, Liip AG, Publics Live, Fondation pour la Solidarité avec les êtres humains dans le besoin, Link-Institut, Gemeinnützige Stiftung Symphasis, Victorinox AG et Von Duhn Stiftung.

Les paroisses et associations : paroisse de Paulus-Bern, paroisse de Grosshöchstetten, paroisse de Sarnen, 3.-Welt Arbeitsgruppe Rümlang und Arbeitsgruppe Sursee.